

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
(Rhône-Alpes)
(6 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 4 février 2010,
Journal officiel du 13 février 2010)

AVENANT N° 1 DU 8 JUILLET 2014
À L'ACCORD DU 6 JUILLET 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : AGRS1497317M

Entre :

La FRSEA de Rhône-Alpes ;

La FRCUMA de Rhône-Alpes ;

Entrepreneurs des territoires de Rhône-Alpes,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFTC Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre l'accord en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Il a également pour objet de revoir les taux de cotisations afin d'équilibrer les comptes de ce régime dans l'objectif d'en pérenniser l'existence.

Article 1^{er}

Salariés bénéficiaires

Les dispositions de l'article 4 « Salariés bénéficiaires » sont remplacées par les suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent :

- à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise, sauf pour la garantie décès (sans condition d'ancienneté) ;

– et relevant du champ d’application du présent accord ;

à l’exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective nationale de prévoyance du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d’entreprises agricoles et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l’AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d’ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l’ancienneté requise. »

Article 2

Garanties

Les dispositions relatives à la « Garantie incapacité temporaire de travail » et à la « Garantie incapacité permanente toutes origines » de l’article 5 « Garanties » sont remplacées par les suivantes :

« Garantie incapacité temporaire de travail

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 6 mois d’ancienneté et plus au titre d’un même contrat de travail continu dans l’entreprise ou l’établissement, en cas d’absence au travail justifiée par l’incapacité résultant de la maladie ou d’un accident, le salarié bénéficiera :

- d’une indemnité journalière égale à 15 % du salaire journalier de référence,
- versée pour chaque jour d’absence intervenant après le dernier jour d’absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l’employeur en application des dispositions conventionnelles sur la mensualisation ou en application de l’accord national du 10 décembre 1977 sur la mensualisation, étendu aux salariés agricoles par l’article 49 de la loi du 30 décembre 1988 ;
- et ce jusqu’à la reprise du travail et au plus tard jusqu’au 1 095^e jour d’arrêt de travail.

Le versement de l’indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d’avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d’être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d’être soigné sur le territoire français ou dans l’un des autres pays de l’Union européenne.

Lors d’un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié dans les 12 mois précédents du nombre maximal de jours donnant lieu à compléments de salaire par l’employeur au titre des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation, le versement de l’indemnité journalière sera effectué à compter du premier jour d’absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle – à l’exclusion des accidents de trajet –, et à compter du huitième jour d’absence dans tous les autres cas.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s’ajoutent à celles que l’intéressé perçoit de la MSA.

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d’autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l’intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu’il aurait effectivement perçue s’il avait continué à travailler.

Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA.

L’ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l’indemnisation s’apprécie au premier jour de l’absence.

Le salarié ayant 6 mois d’ancienneté et plus au titre d’un même contrat de travail continu dans l’entreprise et n’ayant pas l’ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire à la charge de l’employeur en application des obligations légales sur la mensualisation bénéficiera des indem-

nités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 70^e jour d'absence dans les autres cas. »

« Garantie incapacité permanente toutes origines

Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus bénéficie d'une rente versée chaque mois égale à 15 % du salaire mensuel brut de référence dans les cas suivants :

- en cas d'incapacité permanente de travail quelle qu'en soit l'origine pour une invalidité de catégorie 2 ou 3 reconnue par le régime de base de la mutualité sociale agricole ;
- ou en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, dont le taux d'incapacité permanente, au sens de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale, est au moins égal à 66,66 %.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole.

Le versement de la rente débute dès le versement d'une rente par la MSA. La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières qu'il percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

Le salaire mensuel brut de référence est égal au 12^e des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par l'intéressé en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension de vieillesse.

Les paragraphes suivants des « Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus » sont inchangés.

Article 3

Cotisations

Les dispositions de l'article 7.2 « Taux de cotisations et répartitions » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est de 0,66 % tranche A et tranche B.

Ce taux global correspond à :

- 0,34 % au titre de la garantie décès ;
- 0,20 % au titre de la garantie incapacité temporaire ;
- 0,12 % au titre de la garantie incapacité permanente.

Les partenaires sociaux sont convenus d'une répartition de 50 % à la charge des employeurs et de 50 % à la charge des salariés.

Néanmoins, concernant le coût de la garantie incapacité permanente, les partenaires sociaux sont convenus que le différentiel entre le coût de l'incapacité d'origine professionnelle et celui de l'incapacité toutes origines est pris exclusivement à la charge des salariés.

A ce titre, en cas de résultats techniques déficitaires pour le seul risque invalidité toutes origines (en dehors du risque invalidité d'origine professionnelle), les évolutions de cotisations qui en résulteraient seraient à la charge des seuls salariés ; à cette fin, les résultats techniques de la garantie sont tenus sur un compte distinct du régime du socle.

Tableau récapitulatif :

(En pourcentage.)

	TAUX GLOBAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,34	0,17	0,17
Incapacité temporaire	0,17	0,085	0,085
Charges sociales	0,03	0,03	–
Incapacité permanente :			
– origine professionnelle	0,04	0,02	0,02
– toutes origines	0,08	–	0,08
	0,66	0,305	0,355

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de la MSA par l'institution de prévoyance et financées par la cotisation “assurance des charges patronales”.

Pour 12 mois à compter de la date d'application de l'avenant n° 1 du 8 juillet 2014, une cotisation exceptionnelle pour le financement de la réforme des retraites est fixée à hauteur de 0,10 %. Les partenaires sociaux sont convenus d'une répartition de 50 % à la charge des employeurs et de 50 % à la charge des salariés. »

Article 4

Suspension du contrat de travail

Les dispositions de l'article 7.4 « Suspension du contrat de travail » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Suspension du contrat pour maladie,
accident (toutes origines) ou pour maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 5

Mise en place de la portabilité des droits à prévoyance lourde

Il est ajouté un article 7.5 « Portabilité » à l'article 7 « Cotisations », rédigé comme suit :

« Article 7.5

Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe II à l'avenant n° 1 du 8 juillet 2014).

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés aux salariés auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 6

Antériorité

Les accords d'entreprise existants sur la prévoyance lourde devront être mis en conformité avec les dispositions du présent avenant avant le 1^{er} janvier 2015 et, en tout état de cause, à la date fixée pour certaines dispositions par les textes législatifs ou réglementaires.

Article 7

Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter du :

- pour les articles 1^{er} et 2 : au 1^{er} janvier 2015 ;
- pour les articles 3 et 4 : au 1^{er} janvier 2015 si l'arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014 ; à défaut, le premier jour du mois civil qui suit cette publication ;
- pour l'article 5 : à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Article 8

Formalités administratives

Le présent accord, dont les parties signataires demandent l'extension, sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Lyon, le 8 juillet 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

GARANTIES OPTIONNELLES

L'annexe I de l'accord est remplacée par la suivante :

« ANNEXE I Garanties optionnelles

1. Option maintien du salaire net et intégration de la mensualisation

Les indemnités journalières en cas d'incapacité temporaire intègrent la durée des versements à la charge des employeurs.

Le salarié doit justifier de 6 mois d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours.

Elles s'ajoutent aux indemnités journalières versées par la MSA. En tout état de cause, le cumul des indemnités perçues au titre de la MSA et du régime de prévoyance ne pourra excéder 100 % du revenu net d'activité.

L'indemnisation sera calculée de telle sorte que, pour chaque journée indemnisée, le salarié perçoive une indemnisation égale à 100 % du salaire net (salaire brut moins cotisations salariales, à l'exclusion de la cotisation frais de santé) qu'il aurait perçu s'il ne s'était pas trouvé en arrêt de travail, l'indemnisation complémentaire étant calculée sous déduction des indemnités journalières légales nettes de CSG et de CRDS.

La durée du versement des prestations est égale à la durée de versement des indemnités journalières légales.

Un délai de franchise fixe de 7 jours est appliqué.

Le taux de cotisation de la garantie optionnelle est égal à 0,56 % du salaire brut limité à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales, dont 0,41 % pour la couverture des obligations à la charge des employeurs au titre de la mensualisation.

Cette garantie peut être complétée par la couverture des charges sociales patronales dues sur les indemnités journalières correspondant aux obligations de maintien de salaire à la charge de l'entreprise.

2. Option incapacité permanente toutes origines 1^{re}, 2^e et 3^e catégorie

Les salariés justifiant de 6 mois d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours bénéficient en cas d'invalidité de catégorie 1, 2, ou 3 reconnue par le régime de base de la sécurité sociale, ou en cas d'incapacité permanente professionnelle dont le taux d'incapacité permanente, au sens de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale, est au moins égal à 66,66 % d'une rente égale à 30 % du salaire net mensuel de référence.

Le taux de cotisation de la garantie optionnelle est égal à 0,30 % du salaire brut limité à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale en vigueur servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales. »

ANNEXE II

DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;
2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;
3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;
4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçu au titre de la même période ;
5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;
6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.